

**ATTENTION SUR:**  
**Respect des instructions du chargeur  
& Subrogation**

**La décision rendue le 19 mai 2022 par la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (Répertoire général n°21/07480) à laquelle nous nous référons ci-après, a pour problématique la possibilité pour l'assureur – se prévalant d'une subrogation antérieure au paiement – de faire condamner un transporteur pour son non-respect de la température stipulée au connaissement, et ce malgré les cas exceptés invoqués.**

**Résumé des faits:**

A la suite d'un jugement du Tribunal de Commerce de Marseille en date du 17 juin 2016 dont Appel a été interjeté, la Cour de Cassation - qui a cassé et annulé par décision du 05.05.2021 l'arrêt rendu par la Cour d'Appel d'Aix en Provence (Chambre 3-1) le 2 mai 2019 - a renvoyé l'affaire devant cette dernière Cour autrement composée.

Ce dernier arrêt, en date du 19 mai 2022 sera ci-après développé.

**La procédure :**

Le transport d'une cargaison de prunes a été confié à l'armateur CMA CGM. Le connaissement précisait que le conteneur réfrigéré devait être à une température de -0.5°C.

A destination, le réceptionnaire a constaté des dommages sur la cargaison, résultant de hausses de température lors du voyage.

Les assureurs ont indemnisé le chargeur. Ils ont par la suite assigné le transporteur sur fondement de la subrogation.

Le Tribunal de Commerce de Marseille a déclaré les assureurs irrecevables en leur action en ce qu'ils n'avaient pas versé aux débats la police d'assurance. Ainsi, ils ne démontraient pas la preuve du paiement obligé.

La Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, par arrêt du 2 mai 2019, a également confirmé en totalité le jugement. A contrario, la Cour de Cassation a cassé et annulé l'arrêt et a renvoyé devant la Cour d'Appel autrement composée.

Par un arrêt en date du 19 mai 2022, la Cour d'Appel d'Aix en Provence a infirmé toutes les dispositions du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Marseille le 17.06.2016.

### Les 3 principaux motifs :

Trois motifs principaux ont été analysés par la Cour de renvoi : la recevabilité, la responsabilité et le préjudice.

- **La recevabilité:** les assureurs soutiennent qu'ils n'invoquent qu'une subrogation conventionnelle. (*Pour la différence entre subrogation conventionnelle et légale, nous vous invitons à relire notre chronique du 17/06/2015*).

Ils considèrent qu'ils n'ont donc pas à rapporter la preuve d'un paiement obligé. Aussi, ils demandent à ce que soit réformé le jugement du 17.06.2016 en ce qu'il avait jugé que la condition de la concomitance entre la date de la subrogation et du règlement n'était pas remplie.

Effectivement, les assureurs soutiennent que les deux conditions de la subrogation conventionnelle sont remplies. Ils considèrent, à cet effet, que celle concernant la concomitance est effective lorsque l'acte de subrogation est antérieur au paiement. Dans le présent cas, l'acte de volonté de subroger les assureurs dans les droits du chargeur était clair puisque la subrogation (18.04.2013) était postérieure au préjudice et antérieure au paiement (14.06.2013).

Sur fondement de l'article 1250 du Code civil, dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance du 10.02.2016, applicable au litige, les juges d'Appel retiennent que la subrogation conventionnelle doit être expresse et la volonté de l'assuré de subroger ses droits doit se manifester concomitamment ou antérieurement au paiement reçu de l'assureur.

- **La responsabilité:** CMA CGM se prévaut de deux cas exceptés prévus à la Convention de Bruxelles. Effectivement selon le transporteur, il devait se conformer aux instructions reçues de l'autorité sud-africaine et argue d'un fait non imputable.

Selon lui, ces instructions l'obligeaient à transporter les marchandises à 7.5°C pendant 7 jours alors que le connaissement prévoyait -0,5° C.

Cependant, les instructions de l'autorité étaient données sous forme de code/température par marchandise. Il y avait notamment un code applicable aux prunes correspondant aux obligations insérées au connaissement. Aussi, il appartenait au transporteur d'établir une liste indiquant les bons « codes de températures » applicables à chaque conteneur.

La température utilisée ne correspondait pas au code/instruction soi-disant imposé par l'autorité et utilisé par le transporteur.

Ainsi, en n'ayant pas respecté la température mentionnée au connaissement, le transporteur ne pouvait donc s'exonérer par un fait non imputable.

- **Le préjudice:** la CMA CGM argue notamment que les assureurs n'ont pas rapporté la preuve de la valeur de la marchandise à destination, conformément à la Convention de Bruxelles. A contrario, les assureurs justifiaient de la valeur prévue par le rapport de l'expert amiable, c'est-à-dire la valeur de la marchandise figurant sur la facture de vente majorée des frais de livraison. La Cour d'Appel retient l'argument des assureurs selon qui le fret doit être compensé malgré la clause « fret acquis à tout évènement ».

### Synthèse:

Cet arrêt, rendu par la CA de renvoi, confirme que le transporteur doit respecter les instructions du chargeur inscrites au connaissement, et qu'il ne peut, à défaut, s'exonérer de sa responsabilité.

Aussi, les juges retiennent que la subrogation est dite conventionnelle alors même qu'elle est rédigée, postérieurement au préjudice et antérieurement au paiement. Ainsi, la concomitance des dates n'est pas exigée.

***N'hésitez pas à consulter notre société MARINE CONSULTANT afin de vous porter conseil, gérer et exercer vos recours amiables ou judiciaires, sur une base « NO WIN, NO FEE ».***

Isabelle Law  
Juriste  
Marine Consultant

**FOCUS ON:**  
**Observance of the Shipper's instructions  
& Subrogation**

**The decision rendered, on 19<sup>th</sup> May, 2022 (Ref n°n°21/07480) by the Court of Appeal of Aix-en-Provence to which we refer below, is regarding the possibility for the insurer – availing itself of a subrogation signed at a time prior payment – to condemn a carrier for its non-compliance with the temperature stipulated in the Bill of lading and this, despite the excepted cases invoked.**

**Summary of facts:**

Following a ruling of the Commercial Court of Marseille dated of June 17<sup>th</sup>, 2016, following which an appeal was filed, the Court of Cassation - which overturned and reverse on 5.5.2021 the decision rendered by the Court of Appeal of Aix en Provence (Chamber 3-1) on May 2, 2019 – remanded the case to a different panel of this latter Court.

This last decision, dated of May 19<sup>th</sup>, 2022, will be developed below.

**Proceedings:**

The transportation of plums was entrusted to CMA CGM.

The bill of lading specified that the refrigerated container had to be at a temperature of -0.5°C.

At destination, the receiver noted damages to the cargo, resulting from high temperature during the voyage.

The insurers indemnified the shipper. They subsequently sued the carrier thanks to their subrogation.

The Commercial Court of Marseille declared the insurers inadmissible in their action insofar as they had not provided the Court with the insurance policy. Thus, they did not demonstrate the proof of the obligated payment.

The Court of Appeal of Aix-en-Provence, by decision of May 2<sup>nd</sup>, 2019, fully confirmed the judgment.

On the opposite, the Court of Cassation overturned and reversed the decision and remanded the case to a different panel of the Aix-en-Provence's Court.

By a decision dated May 19<sup>th</sup>, 2022, the Court of Appeal of Aix en Provence reversed all the judgment rendered by the Commercial Court of Marseille on 17.06.2016.

### The 3 main arguments:

Three main grounds were analyzed by the Court of Appeal: admissibility, liability and prejudice.

- **Admissibility:** the insurers consider that they are only invoking conventional subrogation. (*For the difference between conventional and legal subrogation, we invite you to re-read our legal news of June 17th 2015*)

They consider that in view of the above, they therefore do not have to provide proof of an obligated payment. Also, they request that the judgment of 17.06.2016 be reformed as it had ruled that the condition of concomitance between the date of the subrogation and the settlement was not met.

Indeed, the underwriters maintain that the two conditions of conventional subrogation are proved. They consider that the concomitance is effective when the act of subrogation is prior to payment. In the present case, the willingness of the insured to subrogate its rights to the insurers was clear since the subrogation (18.04.2013) was after the damage and prior to the payment (14.06.2013).

On the basis of Article 1250 of the French Civil Code (in its wording prior to the ordinance of 10.02.2016 applicable to the dispute), the Appeal judges hold that the contractual subrogation must be express and the will of the insured to subrogate its rights must be manifested concomitantly or prior to the payment received from the insurer

- **Liability:** CMA CGM argues two exonerations provided by the Brussels Convention. Indeed, according to the carrier, it had to comply with the instructions received from the South African authority and argues the existence of another cause arising without the actual fault of privity of the carrier.

According to CMA CGM, the authority's instructions required it to transport the goods at 7.5°C for 7 days, whereas the BL mentioned: -0.5°C.

However, for the judges: the instructions from the authority were given in the form of code/temperature per commodity and there was a code applicable to plums corresponding to the obligations inserted in the bill of lading. Also, it was up to the carrier to create a list indicating the correct "temperature codes" applicable to each container.

In any case, the temperature used by the carrier did not match the code/temperature supposedly imposed by the authority.

Thus, having not respected the temperature mentioned on the bill of lading, the carrier could not therefore be exonerated by a non-imputable fact.

- **Prejudice:** the CMA CGM argues that the insurers have not provided proof of the value of the goods at destination, in accordance with the Brussels Convention. On the contrary, the insurers justified the value of the goods by providing the survey report which mentioned that the value of the goods equals the sales invoice plus the delivery costs.

The Court of Appeal agrees with the argument of the insurers according to whom the freight had to be compensated despite the clause in the BL: "freight acquired at any event".

### Synthesis:

This decision, rendered by this latest Court of Appeal, confirms that the carrier must comply with the shipper's instructions mentioned in the bill of lading, and that it cannot be exonerated from its liability when it didn't comply with them.

Also, the judges held that the subrogation is said to be conventional even though it is signed at a time after the damage and before the payment. The concomitance of dates is said not to be required as the payment was made after the subrogation.

***By acting on a "NO WIN NO FEE" basis, MARINE CONSULTANT provides a full claims management service in relation to issues arising from the carriage of goods.  
Therefore, please feel free to contact us as to receive further information.***

Isabelle Law  
Lawyer  
Marine Consultant